

Le Président de la Fédération

Madame Agnès BUZYN  
Ministre des Solidarités et de la Santé  
14 avenue Duquesne  
75007 Paris

*Paris, le 06 décembre 2017*

**Objet : Alerte sur l'offre d'ACT et demande de rencontre**

Madame la Ministre,

La Fédération rassemble les associations gestionnaires d'appartements de coordination thérapeutique (ACT), de lits d'accueil médicalisés (LAM) et de lits halte soins santé (LHSS) sur l'ensemble du territoire national. Nous constatons à partir d'un bilan national robuste, que le parc actuel d'ACT, composé de moins de 2300 places, ne répond pas aux besoins importants constatés par les établissements et les ARS. Avec des taux moyens d'admission de 2 à 10%, ces établissements sont dans l'obligation de procéder continuellement à des refus d'admission de personnes malades chroniques sans logement. Conscients de l'évolution de ce dispositif ces deux dernières années (+200 places par an) nous vous demandons une impulsion et une visibilité quant à la programmation pluriannuelle des ACT, établissements ayant leur preuve de leur utilité sanitaire, économique et sociale. Un volume de 300 places nouvelles d'ACT généralistes par an à partir de 2018 représenterait une première réponse aux attentes des personnes malades, des associations gestionnaires et des ARS.

Afin de réduire le flux d'admission (plus de 10000 candidatures pour 800 admissions en 2016), la Fédération s'inscrit dans une stratégie de prévention des expulsions locatives des personnes malades à partir de l'accompagnement des ACT à domicile (plus de 90% d'expulsions évitées par les dispositifs expérimentateurs avec un recul de 5 ans). Sur ce sujet, nous avons constaté avec regret, lors de la lecture du PLFSS2018 au Sénat, votre avis défavorable, jugeant prématuré de mettre en place un tel dispositif au regard des 50 places prévues d'être installées sur 5 régions depuis la LFSS2017. Nous doutons, vu la répartition et le trop faible échantillon, que nous puissions répondre avec anticipation aux urgences qui se présenteront à la fin de la trêve hivernale (150000 mesures d'expulsion pour 15000 expulsions avec le concours de la force publique, dont des personnes gravement malades). Nous souhaiterions sur ce sujet que le Projet de loi Habitat Mobilité Logement en cours de concertation puisse proposer ce dispositif de prévention des expulsions locatives des personnes malades (somatiques ou psychiques) à partir des ACT et qu'une programmation annuelle de 200 places puisse être construite dès 2018. Le fonctionnement d'un ACT hors les murs s'élève à 8 500€ par personne par an. Le coût sociétal d'une expulsion locative varie entre 15 000 et 30 000€ par an et par personne – source DIHAL –. Vous le constaterez, notre démarche préventive, souhaitée par le Président de la République, répond parfaitement à ce choix.

Concernant l'accompagnement jusqu'à la fin de vie des personnes sans logement, la Fédération regrette, qu'après plus d'une année de concertation, le Plan national d'accompagnement jusqu'à la fin de vie ne prenne pas en compte les ACT, omettant les situations de précarité. Nous considérons qu'une société digne de ce nom doit pouvoir aider chaque citoyen, quel que soit son origine à mourir dans la dignité. Les valeurs humanistes de solidarité et de bienveillance qui découlent de cette approche, sont

essentielles. Les expérimentations en cours (à ce jour seulement 10 places réparties en Hauts de France et Ile de France), ne seront pas pérennisées en 2018 par les ARS, faute d'arbitrage.

La Fédération demande votre intervention et l'inscription du soutien des établissements ACT dans ce plan afin de pérenniser les places existantes et de renforcer à terme les dotations de 150 places sur l'ensemble du territoire national.

Madame la Ministre, afin d'échanger avec vous sur l'ensemble de ces sujets qui relèvent de l'urgence sanitaire et sociale et de grande situation de précarité, j'ai l'honneur de vous solliciter pour une rencontre que vous voudrez bien m'accorder.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Léonard Nzitunga  
Président de la Fédération

